

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 26 octobre 2017

DCM N° 17-10-26-2

Objet : Opération "Commune Nature": signature d'une charte avec la Région Grand Est.

Rapporteur: Mme AGAMENNONE

Depuis 2008, la Ville de Metz s'est engagée dans une politique « zéro pesticide ». Cela s'est traduit par la signature en avril 2009 d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, pour la suppression de l'utilisation des pesticides sur son territoire, faisant ainsi de Metz une des premières grandes villes de France à se passer totalement des pesticides pour l'entretien de ses espaces verts, de ses voiries et de ses cimetières.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2017 de la loi Labbé modifiée sur la transition énergétique pour la croissance verte est venue apporter un cadre juridique à cette évolution des pratiques, en confortant la Ville de Metz dans la décision qui avait été la sienne huit ans plus tôt.

Aujourd'hui, la Région Grand Est et les Agences de l'Eau Rhin-Meuse et Seine-Normandie souhaitent mettre à l'honneur les communes engagées dans une démarche respectueuse de l'environnement et contribuant ainsi à la préservation des ressources en eau. Cette mise à l'honneur se traduit par le décernement de la distinction « Commune Nature », qui vient honorer les collectivités qui, en zones non agricoles, ont entrepris une démarche de réduction ou de suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires pour la gestion des espaces verts et des voiries, contribuant ainsi à la préservation de la qualité de l'eau des cours d'eau et des nappes d'eau souterraine.

Sont éligibles les acteurs des zones non agricoles signataires de la charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux ou les collectivités engagées dans une démarche zéro pesticide avec les Agences de l'eau, qui devront signer ladite charte.

Pour la Ville de Metz, la signature de cette charte est ainsi l'occasion de réaffirmer son engagement fort dans la politique « zéro pesticide », et de marquer ainsi son attachement à la préservation de l'environnement.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Les Commissions compétentes entendues,

VU le projet de charte d'entretien et de gestion des espaces communaux dite démarche « zéro pesticide », élaboré par la Région Grand Est et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,

CONSIDERANT l'intérêt de la Ville de Metz de réaffirmer son attachement à la préservation de l'environnement, en s'inscrivant dans l'opération « Commune Nature »,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE

- **D'APPROUVER** le projet de charte d'entretien et de gestion des espaces communaux dite démarche « zéro pesticide »,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette charte, ses avenants éventuels et tout document relatif à sa mise en œuvre.

Vu et présenté pour enrôlement,

Signé :

Pour le Maire

L'Adjointe Déléguée,

Béatrice AGAMENNONE

Service à l'origine de la DCM : Pôle Parcs, Jardins et Espaces Naturels
Commissions : Commission Développement Durable
Référence nomenclature «ACTES» : 9.1 Autres domaines de compétences des communes

Séance ouverte à 15h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.
Membres assistant à la séance : 41 Absents : 14 Dont excusés : 10

Décision : ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

REGION GRAND EST

**AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE**

**CHARTRE D'ENTRETIEN ET DE GESTION
DES ESPACES COMMUNAUX**



DEMARCHE « ZERO PESTICIDE »

CHARTRE D'ENTRETIEN DES ESPACES COMMUNAUX (Espaces verts et voirie)

DEMARCHE « ZERO PESTICIDE »

PREAMBULE

L'utilisation de produits phytosanitaires, dont les herbicides, constitue une source de pollution importante des eaux souterraines et superficielles. Des diagnostics sur la qualité des eaux souterraines régulièrement établis, notamment par la Région Grand Est, ont mis en évidence que **la pollution des eaux souterraines par les produits phytosanitaires constitue un facteur de déclassement important de la qualité des ressources en eau et notamment des captages d'eau potable.**

Les pratiques de désherbage des collectivités contribuent à cette pollution. Pour réduire les risques de pollution des eaux, à l'échelle des espaces verts publics ou accueillant du public, et atteindre les objectifs fixés par la directive-cadre sur l'eau, **différentes mesures doivent être mises en œuvre :**

- diminution des doses et développement de techniques alternatives
- réduction, et suppression, des surfaces désherbées par voie chimique, notamment les surfaces à fort risque de lessivage vers la ressource en eau
- formation et accompagnement du personnel en charge de l'application des produits phytosanitaires et de l'entretien des espaces publics ou accueillant du public
- conception nouvelle de l'aménagement urbain pour réduire les besoins de désherbage
- sensibilisation de la population et des autres gestionnaires d'espace présent sur le territoire de la collectivité.

Cet ensemble de mesures, composantes d'un **programme d'actions**, implique nécessairement la mise en place d'un **plan global d'entretien des espaces**, à l'échelle de la collectivité, adapté aux moyens de la collectivité et aux objectifs de protection des eaux. La réalisation de tels plans s'inscrit en cohérence avec les enjeux des SAGES et la lutte contre les pollutions diffuses sur les captages prioritaires.

L'entrée en vigueur de la loi Labbé modifiée sur la transition énergétique pour la croissance verte depuis le 1^{er} janvier 2017 appuie ces nécessaires évolutions (utilisation des produits phytosanitaires de synthèse interdite sur les espaces verts, les promenades et les voiries accessibles ou ouvertes au public). Certains espaces (cimetières, espaces sportifs, espaces d'accès difficile, ...) et certaines molécules (biocides, produits de « faibles impacts, ... ») échappent actuellement à la loi et constituent un enjeu pour les ressources en eau. L'enjeu de la présente charte est d'accompagner les collectivités dans ces évolutions réglementaires et au-delà afin de tendre vers une démarche « zéro pesticides » régionale. La mise en place d'un plan d'entretien et de gestion des espaces collectifs respectueux de la qualité des eaux souterraines peut être déclinées en **3 niveaux de mise en œuvre** selon les types d'actions engagées, **étant présumé que le respect de la réglementation en vigueur est assuré.**

La signature de la présente charte traduit l'engagement volontaire de la commune ou de la collectivité dans une démarche progressive et continue, l'objectif final étant de ne plus utiliser de produits phytosanitaires (démarche « Zéro Pesticide »).

Cette démarche s'intègre dans une politique de développement durable, qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à

satisfaire les leurs. L'engagement de la collectivité à travers la signature de la présente charte contribue à préserver un patrimoine naturel commun, d'enjeu majeur pour le développement du territoire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CHARTE

La signature de la présente charte traduit l'engagement volontaire de la collectivité dans une démarche progressive et continue de réduction, voire de suppression de l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien et la gestion des espaces communaux (espaces verts, voiries, etc.).

L'accompagnement des collectivités dans cette démarche est assuré par la FREDON dans le cadre de ses missions d'assistance aux communes pour la réduction de l'utilisation de pesticide (démarche « Zéro Pesticide ») financé par la Région et les Agences de l'eau.

ARTICLE 2 – LOCALISATION - ESPACE GEOGRAPHIQUE CONCERNE

La commune ou la collectivité concernée par la présente charte est :

.....
.....
.....

ARTICLE 3 – NIVEAUX DE MISE EN ŒUVRE DE LA DEMARCHE ET DISTINCTIONS

Au titre de la présente charte, la démarche entreprise par la collectivité comprend 3 niveaux successifs de mise en œuvre, ainsi définis :

Niveau 1 :

- **Respect la loi Labbé modifiée par la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte** (utilisation des produits phytosanitaires de synthèse sur des lieux autres que la voirie, les espaces verts, les promenades et les voiries accessibles ou ouvertes au public).
- **Formalisation de la démarche** par la signature de la présente charte ou d'une délibération du conseil municipal,
- **Sensibilisation des élus et formation des agents du service espace vert** aux méthodes permettant la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et à la maîtrise des techniques alternatives aux traitements chimiques,
- **Sensibilisation du grand public** à la démarche.

Niveau 2 :

- **Suppression de l'utilisation de produits phytosanitaires de synthèse** depuis au moins un an,
- **Utilisation des produits de bio contrôle, à faibles risques ou utilisables en agriculture biologique autorisés** (produits homologués en JEVI et utilisable en France), qui sont en grandes parties des produits d'origine naturelle. Les produits utilisés pour le désherbage ne doivent pas être utilisés en dehors des **zones perméables** suivantes : sols perméables, allées de parcs, jardins publics, cimetières, trottoirs (PJT).
-

- **Formalisation de la démarche** par un plan de gestion différenciée ou par un plan de désherbage ou tout autre document technique prouvant la non utilisation de produits phytosanitaires de synthèse,
- Sensibilisation de l'ensemble des services techniques.
- Communication auprès de la population sur la démarche.

Niveau 3 :

- **Suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires** y compris des produits de bio contrôle et produits « dit à faibles risques » sur l'ensemble de ces surfaces depuis au moins un an et pour les 3 années à venir,
- **Suppression des produits anti-mousse sur les trottoirs** (produits biocides comme définis par le règlement européen n°528/2012 et destinés à éliminer ou prévenir l'apparition des mousses, algues et lichens sur les trottoirs).
- Mettre en place les principes d'une **gestion différenciée** pour l'entretien de ses espaces,
- Initiation d'une démarche de préservation de la biodiversité (haies, vergers, prairies,...) et de restauration des ressources en eau de la collectivité (rivières, berges, zones humides,...)

Communication régulière envers les autres gestionnaires susceptibles d'entretenir les espaces verts (groupements intercommunaux, entreprises, lycées/écoles établissements de santé, EPHAD, grandes surfaces, industries...)

La collectivité s'engage à mettre en place les actions prévues au niveau 1 au plus tard dans l'année suivant la signature de la présente charte.

Elle s'engage également à définir un échéancier pour atteindre au minimum le niveau 2 au bout de 3 ans. L'objectif est d'atteindre à terme le niveau 3.

L'utilisation de produits phytosanitaires pour la lutte obligatoire (imposée par l'Agence Régionale de Santé, dans le cadre des dispositions fixées par le code rural et fixé par arrêté préfectoral) est évidemment autorisée.

Pour chacun de ces niveaux, une distinction « Commune nature » ou « Espace nature » peut être attribué officiellement à la collectivité, lui permettant de rendre ainsi lisible son engagement dans la durée.

ARTICLE 4 – EVALUATION DU NIVEAU D'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE

Le niveau de mise en œuvre de la démarche « Zéro pesticide » sera évalué à l'issue d'un audit spécifique organisé, tous les 2 ans, par la Région et les Agences de l'eau et établi sur présentation des justificatifs demandés (rapport, factures, délibération, etc.). La collectivité qui se sera portée candidate à cette opération de remise de distinctions « Commune nature » ou « Espace nature » recevra alors l'une des 3 distinctions correspondant au niveau d'engagement atteint. L'objectif principal est de mettre à l'honneur les collectivités qui se sont engagées dans la démarche et de rendre lisibles les efforts qu'elles auront fournis.

Lors de cette opération, un jury spécifique décidera de l'attribution des différentes distinctions. Il sera présidé par la Région Grand Est et les Agences de l'Eau.

Le non-respect des actions définissant le niveau d'engagement précédemment atteint par la collectivité entraînera la suppression de la distinction correspondante.

ARTICLE 5 – SOUTIEN TECHNIQUE APPORTE A LA COLLECTIVITE

La Région Grand Est, et les Agences de l'eau s'engagent, à travers les missions de la FREDON financées au titre de leur politique d'intervention pour la protection des ressources en eau :

- à accompagner les collectivités dans la mise en œuvre du plan de réduction et de suppression des produits phytosanitaires, ainsi qu'à la mise en œuvre de techniques alternatives au désherbage chimique ;
- à organiser le suivi des actions engagées par la collectivité.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les communes et les collectivités engagées dans la démarche sont assurées qu'aucune des informations concernant leurs pratiques de désherbage et d'entretien des espaces communaux ne seront divulguées sans leur accord.

Fait à

Le

Commune ou collectivité

M. le Maire/ M. le Président